



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2006/76
14 mars 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-deuxième session
Point 14 d) de l'ordre du jour provisoire

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

AUTRES GROUPES ET PERSONNES VULNÉRABLES

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte
contre les formes contemporaines d'esclavage**

Rapport du Secrétaire général*

* Le présent rapport rend compte de la onzième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, qui s'est tenue du 30 janvier au 3 février 2006.

Résumé

Le présent rapport contient les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa onzième session, tenue à Genève du 30 janvier au 3 février 2006, qui ont été approuvées le 13 février 2006 par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme au nom du Secrétaire général. Les recommandations portent sur les nouvelles aides financières au titre des frais de voyage et des projets pour 2006 ainsi que sur la collecte de fonds, la sensibilisation du public, un réexamen général des activités du Fonds et d'autres questions. Il s'agit d'une mise à jour des rapports soumis par le Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme à sa soixante et unième session (E/CN.4/2005/86) et à l'Assemblée générale à sa soixantième session (A/60/273).

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS.....	1	4
II. ONZIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2 – 32	4
III. AUTRES RECOMMANDATIONS	33 – 37	8
IV. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA DOUZIÈME SESSION ...	38	9
V. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS	39	9
VI. RECOMMANDATIONS.....	40	9

Annexes

I. État des contributions à la onzième session du Conseil d'administration	10
II. Aide financière au titre des frais de voyage recommandée à la onzième session.....	11
III. Aides financières au titre des projets recommandées à la onzième session.....	12

I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS

1. D'après les renseignements reçus de l'administration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Section de planification des programmes et du budget de l'Office des Nations Unies à Genève, au début de la onzième session du Conseil d'administration, le Fonds de contributions volontaires pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage disposait d'un montant de 729 701 dollars des États-Unis provenant des nouvelles contributions versées depuis la dixième session (voir annexe I) et du solde non utilisé.

II. ONZIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2. La onzième session du Conseil d'administration s'est tenue au Palais des Nations à Genève du 30 janvier au 3 février 2006. Elle a été ouverte par M. Julian Burger, Coordonnateur du Groupe des peuples autochtones et des minorités, au nom de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

3. Les cinq membres du Conseil qui ont été désignés par le Secrétaire général sont M. José de Souza Martins (Brésil), M^{me} Prateep Unsongtham Hata (Thaïlande), M. Cheikh Saad-Bouh Kamara (Mauritanie), M^{me} Gulnara Shahinian (Arménie) et M. David Weissbrodt (États-Unis d'Amérique). M. de Souza Martins n'a pas pu assister à la session. M. Kamara a été réélu Président.

4. Le Conseil a tenu 10 séances pendant lesquelles il a examiné les renseignements rassemblés par le secrétariat concernant la situation financière du Fonds, les activités tendant à collecter des fonds, les demandes d'aide financière au titre des frais de voyage et des projets, la suite donnée aux recommandations approuvées à la dixième session ainsi qu'aux recommandations approuvées entre 2001 et 2005, y compris pour ce qui est des demandes d'aide financière au titre des projets et des frais de voyage, et la définition d'orientations pour les futures activités concernant les aides.

5. Le jeudi 2 février, le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle avec des représentants des gouvernements donateurs, d'autres donateurs et des gouvernements intéressés.

6. Au titre du point de l'ordre du jour consacré à l'évolution de la question des mandats thématiques dans le système des Nations Unies, le Conseil a rencontré le secrétaire du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage ainsi qu'un représentant du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, et a été informé des activités récentes du Rapporteur spécial sur la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Le Conseil a également entendu l'exposé d'un représentant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur le rapport mondial consacré à l'alliance mondiale contre le travail forcé et sur d'autres activités de l'OIT dans le domaine du travail forcé.

7. Le Conseil a également rencontré le Coordonnateur du Groupe des peuples autochtones et des minorités et a examiné avec lui l'orientation future du Fonds compte tenu des changements récents dans le secteur des droits de l'homme survenus à l'Organisation des Nations Unies, comme la création du Conseil des droits de l'homme et l'introduction du Plan de gestion stratégique du Haut-Commissariat, qui fait une grande place à l'engagement des pays.

Bilan des aides financières au titre des frais de voyage approuvées en 2005

8. Le Conseil a examiné la participation des bénéficiaires d'aides financières qui avaient assisté à la trentième session du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage en 2005 et a noté avec satisfaction que les sept participants avaient tous pu assister aux réunions et avaient participé activement aux délibérations du Groupe de travail.

9. Le Conseil d'administration a été informé des activités de cette session. Il a noté que le Groupe de travail l'avait invité à continuer de contribuer à des projets qui viennent directement en aide, au niveau de la collectivité, à des victimes de formes contemporaines d'esclavage et à favoriser la participation aux sessions annuelles du Groupe de travail de particuliers et d'organisations provenant du plus grand nombre de pays possible, en fonction du thème de chaque session.

Examen de nouvelles demandes d'aides financières au titre des frais de voyage pour participer à la trente et unième session du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage

10. Le Conseil d'administration a examiné 27 demandes d'aides financières au titre des frais de voyage représentant environ 46 305 dollars des États-Unis, émanant de représentants d'ONG, notamment de victimes de formes contemporaines d'esclavage dans 11 pays.

11. Le Conseil a pris note du thème choisi par le Groupe de travail pour sa trente et unième session, qui sera les dimensions de la prostitution touchant les droits de l'homme et la nécessité de renforcer la coopération internationale visant à combattre les transferts internationaux de profits provenant de l'exploitation de la prostitution d'autrui et de la traite des êtres humains (voir résolution E/CN.4/Sub.2/2005/L.39 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme).

12. Le Conseil d'administration a recommandé que le secrétariat du Groupe de travail continue d'être invité à l'informer à sa session annuelle des domaines prioritaires signalés par le Groupe de travail, afin qu'il puisse en tenir compte pour la sélection des demandes d'aides financières au titre des frais de voyage, ainsi que pour examiner les domaines de coopération possible.

13. À la lumière des critères de sélection, le Conseil a recommandé l'octroi de 12 aides au titre des frais de voyage pour un montant d'environ 20 740 dollars des États-Unis (voir diagramme des aides financières au titre des frais de voyage à l'annexe II). Sous réserve que toutes les conditions prévues pour l'octroi des aides soient remplies, toutes les aides devront avoir été versées suffisamment longtemps avant la prochaine session du Groupe de travail, qui doit avoir lieu en juin 2006. Les bénéficiaires présenteront la situation en ce qui concerne les formes contemporaines d'esclavage dans leur pays et feront connaître le témoignage direct d'anciennes victimes de l'esclavage, au Groupe de travail mais aussi à l'ensemble de la communauté internationale.

14. Le Conseil a souligné qu'il tenait toujours compte de la dimension sexospécifique ainsi que de la répartition géographique lorsqu'il examinait les demandes d'aide au titre de frais de voyage.

15. Le Conseil a recommandé que la prise en charge des frais de voyage soit autorisée pour permettre au Président ou à un autre membre du Conseil de participer à la trente et unième session du Groupe de travail qui se tiendra en juin 2006 à Genève. Le représentant du Conseil présentera le rapport sur les activités du Fonds au titre du point correspondant de l'ordre du jour, rencontrera les bénéficiaires des aides financières qui participent à la session et les présentera au Groupe de travail.

Examen des aides financières au titre des projets approuvés de 2001 à 2005

16. Le Conseil d'administration a examiné le rapport descriptif et le rapport financier sur l'utilisation des aides au titre des projets alloués de 2001 à 2005 et a adopté les recommandations voulues. Il a recommandé à ce sujet de clore le dossier de 21 projets, les organisations intéressées ayant envoyé des rapports descriptifs et financiers satisfaisants sur l'utilisation du Fonds, et de maintenir à l'étude 31 dossiers en attendant de recevoir des organisations des renseignements complémentaires. Dans certains cas, le Conseil a recommandé que le secrétariat demande aux présences sur le terrain du Haut-Commissariat ou aux bureaux extérieurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de collaborer à la suite et à l'évaluation des projets.

17. Le Conseil d'administration a tenu compte du fait qu'en raison du retard pris dans le cycle des aides en 2005 en raison de la nomination de nouveaux membres tous les bénéficiaires n'avaient pas été en mesure d'apporter dans les délais leurs rapports descriptifs et financiers finals. Un certain nombre de bénéficiaires avaient adressé un rapport préliminaire pour que le Conseil d'administration soit informé de l'état d'avancement des projets.

18. Le Conseil d'administration a noté avec satisfaction que pendant l'année le bureau du PNUD en Ouganda s'était rendu sur le site d'un projet subventionné par le Fonds pour procéder à une évaluation.

Recommandations pour les nouvelles aides financières au titre de projets en 2006

19. Le Conseil a examiné 89 demandes d'aides financières au titre de projets, portant sur un montant d'environ 1 026 445 dollars des États-Unis. Les demandes provenaient des continents et pays suivants: Afrique (25): Burkina Faso (1), Ghana (1), Guinée (1), Kenya (3), Mauritanie (1), Niger (2), Nigéria (2), Ouganda (7), République démocratique du Congo (4), Soudan (1), Zambie (2); continent américain (8): Argentine (1), Canada (1), Colombie (1), Costa Rica (2), États-Unis d'Amérique (1), Guatemala (1), Haïti (1); Asie (50): Cambodge (4), Inde (40), Népal (2), Pakistan (4); Europe (6): Espagne (1), Fédération de Russie (2), Géorgie (1), Roumanie (1), Turquie (1).

20. À la lumière des critères de sélection, le Conseil d'administration a recommandé de contribuer au financement de 47 projets, pour un montant total de 590 300 dollars des États-Unis au bénéfice d'ONG de 22 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe (voir à l'annexe III le tableau des aides financières au titre des projets).

21. Le Conseil d'administration a tenu compte de l'importance de la dimension sexospécifique ainsi que de la répartition géographique quand il a examiné les demandes d'aides financières au titre des projets. Il apparaît que largement plus de la moitié des bénéficiaires sont des femmes.

Sensibilisation

22. Le Conseil d'administration s'est félicité de la parution d'une brochure d'information sur le Fonds. Il a recommandé de continuer à la diffuser largement, en particulier sur le site Web, et surtout dans les régions touchées où le nombre de demandes avait été très faible dans le passé.
23. Le Conseil a relevé avec satisfaction la production par le bureau sur le terrain du Haut-Commissariat en République démocratique du Congo d'un film racontant l'histoire de l'un des bénéficiaires du Fonds et a encouragé ce genre d'initiative dans d'autres régions du monde.
24. Le Conseil a recommandé que son secrétariat et ses membres rassemblent et distribuent de la documentation – notamment celle qu'ils recueillent pendant des missions d'évaluation de projets, sur les activités du Fonds (photographies, enregistrements vidéo et témoignages de personnes ordinaires qui ont bénéficié d'une aide du Fonds) de façon à donner un visage humain à son action. Il a recommandé que le secrétariat étudie la possibilité de produire un court documentaire en coopération avec le Département de l'information de l'ONU ou avec des partenaires extérieurs.
25. Le Conseil a aussi recommandé que la fiche d'information n° 14 du Haut-Commissariat sur les formes contemporaines d'esclavage soit révisée afin d'y faire figurer une référence aux activités du Fonds et du Conseil.
26. Le Conseil a recommandé de diffuser une déclaration à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage (le 2 décembre), si possible de concert avec d'autres organismes compétents des Nations Unies. Il a encouragé les ONG, les particuliers et les établissements scolaires à organiser des activités parallèles pendant cette journée. Il a souligné l'importance des médias dans la diffusion de la déclaration.
27. Le Conseil a recommandé d'entreprendre des actions pour célébrer le deux centième anniversaire de la fin de l'esclavage transatlantique, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et d'autres partenaires.

Examen général des activités du Fonds

28. Le Conseil a recommandé que soit entrepris un examen général des activités du Fonds. Il faudrait s'inspirer de l'expérience récente du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, en tenant compte des différences entre l'un et l'autre dans la nature de leur travail et dans leur dimension.
29. Le Conseil d'administration a souligné que le financement pour cet exercice ne devait pas provenir du budget alloué à ses activités de fond et a lancé un appel aux États et aux autres donateurs pour qu'ils apportent des fonds spécialement à cette fin.

Collecte de fonds

30. Le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, réguliers ou récents, les gouvernements intéressés et d'autres donateurs. Ont participé à cette réunion des représentants de 33 États: Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arménie, Autriche, Bahreïn, Chili, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Ghana, Grèce, Inde,

Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suisse, Thaïlande, Turquie et Saint-Siège.

31. Le Président et les membres du Conseil d'administration ont remercié les participants de leur appui et les ont informés des résultats du processus de sélection réalisé à la onzième session. Ils ont fait remarquer en particulier que, grâce à un appui financier accru des donateurs, le Fonds devrait cette année pouvoir apporter une aide directe à environ 4 000 victimes, sous forme d'aides au titre des frais de voyage et des projets, accordées à environ 50 organisations de 23 pays en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe. Quatre-vingt-quinze pour cent des fonds alloués sont destinés à des projets.

32. Un certain nombre de donateurs ont fait part de leur soutien au Fonds et à son action d'aide directe aux victimes, qui est unique. Le représentant des Pays-Bas a fait part de l'intérêt de son pays pour un examen général du Fonds ainsi que de son intention d'accorder des ressources supplémentaires à cette fin précise. Le représentant du Saint-Siège a rappelé l'intérêt personnel que le pape Jean-Paul II avait pour le Fonds et a annoncé que la contribution symbolique annuelle qu'il avait, en son nom propre, commencé à apporter se poursuivrait.

III. AUTRES RECOMMANDATIONS

33. Le Conseil d'administration a recommandé, à titre exceptionnel, d'affecter jusqu'à 20 % du budget pour les projets à des aides au titre de projets et à des aides d'urgence pendant la période entre les sessions et d'informer les bureaux sur le terrain du Haut-Commissariat, du PNUD et de l'OIT qu'il sera en mesure de recevoir des demandes des ONG qui sont des intermédiaires bien établis pour l'acheminement de l'aide.

34. Le Conseil d'administration a souligné l'importance de l'évaluation et de la surveillance et a recommandé que les membres du Conseil et le secrétariat du Fonds procèdent à des visites pour évaluer les projets dans leur région géographique et fassent rapport sur ces visites à sa prochaine session. Ils devraient également quand ils le peuvent s'efforcer de se rendre sur les sites des projets dans le cadre d'autres voyages officiels.

35. Le Conseil a recommandé d'informer les bureaux régionaux du PNUD de toute mission d'évaluation qui serait prévue et de profiter de ces visites pour prendre contact avec les organisations, en particulier dans les régions touchées qui n'ont présenté que peu de demandes.

36. Le Conseil a recommandé que le secrétariat établisse des contacts avec le secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture en ce qui concerne l'élaboration et l'utilisation d'un logiciel de gestion des projets d'une base de données.

37. Compte tenu de la charge de travail supplémentaire due à l'accroissement des demandes reçues et des projets financés, le Conseil a recommandé de doter le Fonds d'un personnel suffisant (administrateurs et agents des services généraux) et des installations requises pour accomplir efficacement son travail au service du Fonds et du Conseil, si nécessaire en utilisant le budget des dépenses d'appui au programme.

IV. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA DOUZIÈME SESSION

38. Le Conseil estime que pour pouvoir satisfaire les nouvelles demandes prévues pour 2007 et s'acquitter de façon satisfaisante de son mandat, compte tenu du fait qu'il a recommandé de dépenser la quasi-totalité des sommes disponibles à sa onzième session, le Fonds aurait besoin de nouvelles contributions d'un montant d'au moins 1 239 000 dollars des États-Unis avant la douzième session qui doit se tenir du 12 au 16 février 2007.

V. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS

39. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et d'autres personnes privées ou morales peuvent contribuer au Fonds. Il convient de porter la mention «Fonds pour la lutte contre l'esclavage, compte SH» sur l'ordre de paiement. Les donateurs peuvent se renseigner sur la marche à suivre auprès du secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Nations Unies, CH-1211 Genève 10, téléphone: +(41) (22) 917 9381 ou 917 9314, télécopie: +(41) (22) 917 9006.

VI. RECOMMANDATIONS

40. Le texte qui précède rend compte des recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa onzième session et approuvées le 13 février 2006 par la Haut-Commissaire au nom du Secrétaire général.

Annexe I

**ÉTAT DES CONTRIBUTIONS À LA ONZIÈME SESSION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION^a**

État/ONG, autres organismes privés ou publics, particuliers	Montant en dollars É.-U.	Versée le	Contribution n°
Afrique du Sud	7 513,53	15.06.2005	6
Brésil	10 000,00	23.12.2005	5
Canada	112 557,00	02.09.2005	1
Chili	1 000,00	13.06.2005	2
Finlande	118 537,00	05.09.2005	1
France	64 683,05	29.04.2005	7
Grèce	24 038,46	14.10.2005	2
Inde	5 000,00	02.06.2005	1
Japon	25 000,00	06.01.2006	7
Luxembourg	91 463,00	19.09.2005	2
Luxembourg	18 029,00	03.10.2005	3
Pays-Bas	323 529,00	16.12.2005	7
Thaïlande	5 000,00	09.01.2006	1
Instituto Técnico Comm. Statale (Oscar Romero)	1 108,39	03.02.2005	12
Instituto Técnico Comm. Statale (Oscar Romero)	544,42	26.04.2005	13
M. Yorio Shiokawa	416,67	28.04.2005	11
M. David Weissbrodt	500,00	29.06.2005	1
Étudiants de la BLLF Apna-school, Pakistan	90,00	20.06.2005	1
Total = 809 010,00 dollars É.-U.			

^a D'après les informations dont disposait le Haut-Commissariat au 31 décembre 2005.

Annexe II

**AIDE FINANCIÈRE AU TITRE DES FRAIS DE VOYAGE
RECOMMANDÉE À LA ONZIÈME SESSION^a**

Organisation	Pays	Participants ^b	Thème qui fera l'objet du débat au Groupe de travail
AFRIQUE			
Organisation pour la prévention du travail des enfants au Niger (OPTEN-YARA)	Niger	1 H	Prostitution et traite des enfants au Niger
Association Timidria (Fraternité-Solidarité)	Niger	1 H 1 F	Le phénomène de l'esclavage de la cinquième femme
Ligue des droits et libertés	Cameroun	1 H 1 F	Esclavage domestique des jeunes filles
Œuvres sociales pour le développement (OSD)	République démocratique du Congo	1 F	Bébés abandonnés à la naissance par leur mère; lutte contre la vente des bébés et l'exploitation de la prostitution
CONTINENT AMÉRICAIN			
Erradicación del Trabajo Infantil para la Reinserción Escolar (ETIPRE)	Argentine	2 F	Enfants des rues en danger d'exploitation sexuelle à des fins commerciales
ASIE			
Social Economic Assistance for Rural and City Habitants (SEARCH)	Inde	1 F	La vente d'hommes et de femmes aux fins de prostitution
Sarvadeshik Arya Yuwak	Inde	1 H	Mariage d'enfants, travail des enfants, pornographie mettant en scène des enfants et trafic d'enfants
EUROPE			
The Human Resource Development Foundation	Turquie	2 F	Lutte contre la traite des êtres humains

^a Les bénéficiaires ont droit à un billet d'avion aller et retour et à une indemnité de 175 francs suisses par jour de présence ainsi qu'à deux jours supplémentaires pour le voyage.

^b F): femmes et H): hommes.

Annexe III

**AIDES FINANCIÈRES AU TITRE DES PROJETS RECOMMANDÉES
À LA ONZIÈME SESSION**

Organisation	Pays	Titre du projet ou domaine d'action	Montant approuvé (Dollars É.-U.)
Groupe de recherche – Action pour un développement endogène de la femme rurale du Burkina (GRADE-FRB)	Burkina Faso	Centre Wend Zodo	15 000
Ceuvres sociales pour le développement (OSD)	République démocratique du Congo	Prise en charge des bébés abandonnés et lutte contre la vente illicite de ces derniers (projet permanent appuyé par le Fonds)	9 700
Action contre l'exploitation des enfants et des femmes (ACEEF)	République de Guinée	Coup de main à 50 enfants victimes de traite dans les cinq communes de Conakry	14 200
SOS Esclaves	Mauritanie	Projet d'amélioration des conditions socioéconomiques des populations pauvres, victimes des conséquences de l'esclavage	6 000
Association Timidria (Fraternité-Solidarité)	Niger	Demande d'aide humanitaire pour 30 victimes d'esclavage libérées	15 000
Jadakris	Nigéria	Réadaptation et réinsertion de jeunes femmes victimes de la traite et des formes contemporaines d'esclavage à Buguma (Nigéria)	12 400
Niger Delta Environment and Relief Foundation (NIDEREF)	Nigéria	Réadaptation des femmes victimes de la traite et de l'esclavage dans la région du delta du Niger (Nigéria)	10 800
Toposa Development Association	Soudan	Initiative pour la protection de l'enfance	15 000
Kabagahi Trinity Association	Ouganda	Aide directe aux femmes victimes d'exploitation sexuelle	9 600
ALIGUMA	Ouganda	Centre d'aide aux victimes de l'exploitation	5 000
Musinguzi Foundation	Ouganda	Projet de défense des droits de l'homme	11 000
Erradicación del Trabajo Infantil para la Reinserción Escolar (ETIPRE)	Argentine	Pour une enfance qui puisse exercer intégralement ses droits et obtienne ainsi un développement complet et une meilleure qualité de vie	15 000

Organisation	Pays	Titre du projet ou domaine d'action	Montant approuvé (Dollars É.-U.)
Fundación ESPERANZA	Colombie	Conseils juridiques et sociaux aux migrants et aux futurs migrants	15 000
Alianza Por Tus Derechos	Costa Rica	Soutien psychologique et juridique aux mineurs victimes de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et de la traite des personnes	14 200
Defence for Children International, section costa-ricienne (DNI-Costa Rica)	Costa Rica	Guide pour la prévention de l'exploitation et la protection des enfants et adolescents employés comme domestiques	14 500
Les trois quarts du monde, (TQM) France	Guatemala	Apprendre à lire et à écrire plutôt que le trottoir: soutien à deux foyers d'accueil, de formation et de réinsertion pour filles de la rue au Guatemala	15 000
Terre des hommes, Suisse	Haïti	Haïti – enfants en domesticité – restaveks	15 000
Virakpheap Komar Pailin	Cambodge	Projet de scolarisation des enfants qui travaillent	8 900
People's Health Organization for Development	Cambodge	Campagne d'information par panneaux d'affichage sur le travail des enfants	5 900
Curie Educational Society	Inde	Programme d'autonomisation par l'éducation en faveur des Basavinis	13 770
Don Bosco Navajeevan Bala Bhavan	Inde	Programme de complément nutritionnel pour les enfants des rues et les enfants au travail dans l'Institution Don Bosco Navajeevan à Secunderabad (Andhra Pradesh, Inde)	15 000
Rural Development Society	Inde	Programme de réadaptation en faveur des enfants au travail à Kondapuram	15 000
Development of Underprivileged Through Integrated Economical Services (DUTIES)	Inde	Programme d'élevage d'agneaux pour donner des moyens de subsistance à des femmes Mathangi victimes de l'esclavage culturel	14 700
Sri Chandra Keshava Prasanna Jana Chaitanya Integrated Rural Development Society	Inde	Réinsertion des femmes en travail servile et des enfants au travail dans les zones rurales	4 800

Organisation	Pays	Titre du projet ou domaine d'action	Montant approuvé (Dollars É.-U.)
Initiative for Social Change and Action (ISCA)	Inde	Programme visant à assurer des moyens de subsistance et une éducation aux enfants en servitude et aux enfants orphelins qui ont été libérés après avoir subi des formes contemporaines d'esclavage à Chakwaza (district de Vaishali, État du Bihar, Inde)	10 500
SEARCH	Inde	Campagne pour la protection des droits fondamentaux des eunuques (projet en cours)	13 500
Society for Disabled and Depressed	Inde	Programme de récolte de miel en vue de donner des moyens de subsistance aux populations tribales pauvres	6 400
Jhansi Mahila Mandali	Inde	Réinsertion d'enfants pauvres, mendiants et esclaves, y compris d'enfants handicapés	14 800
Voice Voluntary Organization in Community Education	Inde	Protection des droits fondamentaux des femmes dans les zones rurales	5 000
Sri K. Pichi Reddy Educational Society	Inde	Protection et réinsertion des filles mineures victimes de l'esclavage sexuel traditionnel dans la communauté	15 000
Kurnool Diocese Social Service Society (KDSSS)	Inde	Élimination de l'esclavage et du travail servile des enfants par la scolarisation primaire de tous les enfants dans 21 villages de Atmakur Mandal, dans le district de Kurnool	15 000
Arya Samaj for Bonded Labour – Child Labour Front	Inde	Aide aux enfants victimes du travail servile et campagne de sensibilisation sur le droit à l'éducation et à l'égalité entre hommes et femmes	15 000
The Mariapuram Don Bosco Society	Inde	Une lueur d'espoir pour les enfants en situation désespérée	15 000
Don Bosco Technical School	Inde	Une lueur d'espoir pour les enfants en situation de risque	6 500
Bhavitha	Inde	Libération vers une nouvelle vie	14 900
Vedika: a platform for women	Inde	De l'espoir pour la vie	15 000
Children-Women in Social Service and Human Rights (CWISH)	Népal	Lutte contre la servitude des enfants – deuxième phase	14 900

Organisation	Pays	Titre du projet ou domaine d'action	Montant approuvé (Dollars É.-U.)
Agroforestry Basic Health and Cooperatives (ABC) Nepal	Népal	Programme de réinsertion pour les personnes qui ont survécu à la traite, aux conflits, à la violence familiale et à d'autres formes de violence (projet sur deux ans)	15 000
Identity, Merge and Action (AIM)	Pakistan	Réadaptation des enfants qui travaillent dans des conditions dangereuses	14 900
Bonded Labour Liberation Front of Pakistan (BLLF Trust)	Pakistan	La liberté par l'instruction	15 000
Association of Network for Community Empowerment (ANCE)	Pakistan	Programme pour l'éducation et la santé des adultes et des enfants qui travaillent dans des fours à briques	15 000
Insan Dost Association	Pakistan	Projet d'enseignement extrascolaire pour les enfants qui travaillent	15 000
World Vision International	Géorgie	Sortir de la rue	15 000
World Vision International	Roumanie	Nourrir le corps et l'âme de l'enfant	15 000
Perm Center Against Violence and Human Trafficking	Russie	Appui à la mise en œuvre du mécanisme national d'orientation pour les victimes de la traite des êtres humains	8 400
Adoratrices – Proyecto Esperanza	Espagne	Projet d'accueil et d'hébergement pour les femmes victimes de la traite	10 000
The Human Resource Development Foundation	Turquie	Assistance psychologique aux victimes de la traite des personnes en Turquie	15 000
Total = 47 projets, 590 300 dollars É.-U.			
